



Le Cameroun continue de faire face à une réalité alarmante en matière de violences faites aux femmes. Selon la ministre de la Promotion de la femme et de la Famille (Minproff), Marie-Thérèse Abena Ondo, pas moins de 36 femmes ont perdu la vie à cause de ces violences en 2023. Il est important de souligner que ce nombre ne représente que les cas déclarés. Confronté à cette situation dramatique, le département ministériel a décidé de rédiger un avant-projet de loi pour lutter contre ces violences basées sur le genre et a également élaboré un plaidoyer en faveur de meilleures mesures de soutien aux victimes.

Le problème des violences faites aux femmes n'est pas limité au Cameroun. L'ONU Femmes a prévenu que six femmes sur neuf, soit 65% de la population féminine, sont victimes de violences basées sur le genre en Afrique centrale, selon une étude du Réseau des femmes élues locales d'Afrique. Ces chiffres témoignent également de la gravité de la situation à l'échelle mondiale.

Pour faire face à cette problématique, ONU Femmes a lancé une campagne mondiale de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, du 25 novembre au 10 décembre. Au Cameroun, Marie-Thérèse Abena Ondo a donné le coup d'envoi de cette campagne cette semaine et le ministère prévoit une sensibilisation accrue.

Marie-Thérèse Abena Ondo a expliqué : "Cette campagne vise à attirer l'attention de toutes les

parties prenantes sur les multiples formes de maltraitance et d'abus subis par les femmes et les filles dans les milieux professionnels, familiaux, communautaires et sociaux".

Parallèlement à cette initiative gouvernementale, des organisations de la société civile, soutenues par l'ambassade de France au Cameroun, ont mobilisé des personnalités pour plaider en faveur de mesures concrètes. L'écrivaine Djaïli Amadou Amal, lauréate du Prix Goncourt des lycéens 2020, s'est également engagée dans ce combat. Ayant elle-même été victime de violences après un mariage forcé à l'âge de 17 ans, elle est favorable à l'émergence d'un mouvement #MeToo au Cameroun pour provoquer un véritable changement.

La situation reste préoccupante, mais les actions engagées par les autorités et les différentes organisations de la société civile montrent une volonté collective de mettre fin à ces violences inacceptables. La sensibilisation et l'engagement de tous sont essentiels pour créer un environnement sûr et respectueux pour les femmes et les filles au Cameroun.

---